



dossier
lignes d'attac
#132

Pour une sobriété collective et partageuse

Dimanche 20 novembre 2022. Par une cruelle ironie, le jour où commence la coupe du monde au Qatar se termine la Conférence des Nations-Unies sur les changements climatiques (COP27) à Charm el-Cheikh. Deux salles, deux ambiances. D'un côté une démesure irrationnelle, faite d'un mélange de foot business, de pétrodollars et de dictature. De l'autre, l'annonce d'un fonds d'aide pour que les pays pauvres puissent faire face aux dégâts occasionnés par les changements climatiques... mais le refus d'évoquer la question des énergies fossiles. Dans les deux cas, le maintien, à des degrés plus ou moins tragiques, du capitalisme fossile. Face à la catastrophe climatique, il est pourtant urgent de rompre avec les consommations d'énergies et l'exploitation des ressources à outrance. Mais pour que cette sobriété nécessaire devienne le pilier d'un projet alternatif, elle doit être pensée collectivement, à partir des besoins des populations et de l'impératif de justice sociale.

AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à materiel-militant@attac.org (seuls les frais de port seront à votre charge)

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne
est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.
Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

janvier 2023

Leur sobriété et la nôtre

En septembre 2020, la sobriété était moquée par un Emmanuel Macron ironisant sur le « modèle amish ». Elle est désormais pleinement revendiquée comme un des piliers de la stratégie énergétique du pays. On peut cependant douter de la volonté du gouvernement de s'engager dans une véritable démarche de sobriété.

Depuis cet été, le terme est omniprésent dans le débat public et les allocutions gouvernementales, alors même qu'il était jusque-là peu employé dans le discours officiel : sobriété. Alors que la guerre en Ukraine contraint les approvisionnements en gaz russe et que 26 réacteurs nucléaires du parc français sont encore à l'arrêt, la conjonction de la crise énergétique et inflationniste de ces derniers mois aura mis le gouvernement d'Emmanuel Macron au pied du mur.

Le 6 octobre, Elisabeth Borne présentait ainsi son plan de sobriété, avec 15 mesures phares et une déclinaison par secteurs, pour atteindre une diminution de 10% de nos consommations d'énergie d'ici deux ans. On peut saluer l'objectif : la réduction de notre consommation énergétique est indispensable à l'atteinte de la neutralité carbone pour 2050. Le reste prête cependant à de sérieuses critiques.

Un plan en trompe l'œil

Le caractère tardif d'un tel plan était déjà regrettable, le contexte d'urgence dans lequel elle intervient finalement compromet son contenu. Le caractère tardif d'un tel plan était déjà regrettable, le contexte d'urgence dans lequel il intervient compromet son contenu.

Sans la clémence des températures du début d'hiver, les conséquences de ce manque d'anticipation de la part du gouvernement auraient pu être autrement plus graves. Précipité, le plan reflète une vision court-termiste et néglige de fait des changements structurels indispensables : aménagement du territoire, systèmes numériques, productions, transports... Ce sont d'eux en effet dont dépend l'essentiel de nos consommations énergétiques.

Le plan Borne use d'une rhétorique centrée sur les comportements individuels. Tout l'été, les recommandations d'écogestes distillées par les membres du gouvernement annonçaient la couleur. Finies les pièces-jointes rigolotes aux amis, mais pour les trajets des ultra-riches en jet privé ou yachts par contre, toujours pas de taxe. Non seulement la sobriété est réduite à un enjeu de responsabilité individuelle, mais les inégalités face aux consommations énergétiques sont mises sous le tapis, de même que la nécessité d'une juste répartition des efforts.

Chaussée (Cergy), 2008 © Simon Boudvin



De plus, l'absence de quantification et d'objectifs par secteur exonère des pans entiers de toute réduction ; aucune mention notamment du secteur agricole ou de l'alimentation, pourtant gisements majeurs d'économie d'énergie. Un tel chiffrage permettrait pourtant de soutenir un réel suivi de ces mesures ; les préconisations gouvernementales risquent de demeurer d'énigmatiques incantations vaines.

De nombreuses pistes d'économie figurent déjà dans la réglementation. Par exemple, la limite du chauffage à 19°C, un des leviers clés louablement priorisé au sein du plan, est promu dans le Code de l'Énergie depuis plus de quarante ans. Or, la stratégie du gouvernement ne prévoit pas de mesures contraignantes, mais repose (à ce stade) entièrement sur l'incitation. Les entreprises volontaires pourront joyeusement recenser leur adhésion aux 15 engagements prévus sur une plateforme en ligne. Y figurent déjà Vivendi, le Crédit Agricole et même Amazon ! Pas trop d'inquiétude à avoir pour les adeptes du *greenwashing*, puisque la conception macronienne de la sobriété s'affirme avant tout compatible avec des objectifs de croissance économique et relève avant tout de mesures d'efficacité dans l'usage de l'énergie plutôt que de réduction. Devant les entrepreneurs soutenus par la Banque publique d'investissement (Bpifrance), le président assurait d'ailleurs « *la sobriété, ça veut juste dire gagner en efficacité* ». On pourrait presque admirer l'audace de l'instrumentalisation de ses contradictions sémantiques, si elle n'était pas aussi dangereuse.



La sobriété macronienne se fait ainsi le cheval de Troie d'un projet austéritaire et d'une politique malheureusement plus sobre en démocratie qu'en énergie : de nombreuses décisions prises face à la crise énergétique l'ont été à huis-clos dans le cadre du Conseil de défense. Face à cette conception faussée, il est nécessaire de réarmer le potentiel de la sobriété, pensée comme projet collectif.

La récupération austéritaire d'une exigence écologiste

L'exigence de sobriété « découverte » par Emmanuel Macron n'est pas une idée neuve. Une critique de la société de consommation apparaît de façon visible à partir des années 1960, d'abord comme dénonciation de l'aliénation induite par le système marchand, puis connectée avec les risques pesant sur les écosystèmes.

Le rapport du Club de Rome intitulé *Les limites à la croissance* publié en 1972 est une borne importante dans ce débat. Si la question démographique prend une place très importante dans les réflexions écologistes de l'époque, ce sont la crise pétrolière et les deux chocs de 1973 et 1979 qui mobilisent les États et portent l'attention uniquement sur la question énergétique.

La réponse du gouvernement français d'alors ressemble étrangement à la politique défendue aujourd'hui par Emmanuel Macron, et repose sur deux piliers. La « chasse au gaspi » vise à convaincre les Français de réduire leurs consommations en modifiant certaines pratiques, à l'image de la campagne de communication nationale actuellement menée (« chaque geste compte »).

Le second pilier, aux effets bien plus délétères, est le lancement rapide du plan Messmer de développement du nucléaire civil, qui depuis rend la France très dépendante de l'atome. Les énergies renouvelables constituent une part minime des options choisies par l'État, rapidement négligées par EDF. Il s'agit alors de ne surtout pas modifier les principes selon lesquels l'offre doit guider les choix de production indépendamment des besoins et des contraintes environnementales.

Cette logique ne sera pas remise en cause en 1981 et la baisse du prix du pétrole quelques années plus tard enterrera les timides avancées concernant les énergies renouvelables et l'impératif de maîtrise de la consommation énergétique du pays.

Depuis, le logiciel idéologique n'a guère évolué. En réduisant la sobriété à la question de l'efficacité, la réponse à la crise écologique fait la promotion de l'innovation technologique, maître-mot du plan France 2030 censé réindustrialiser la France grâce aux technologies « vertes » (avion bas carbone, voiture électrique, nucléaire de petite taille...). Sans compter la relance de projets miniers en France pour exploiter le lithium. Mais aucun objectif social ou écologique n'est réellement pensé ici.

Or, la sobriété ne peut être réduite à des choix technologiques, pas plus qu'elle ne se limite à des démarches individuelles. Pour NegaWatt, « *la sobriété n'est pas une démarche négative de renoncement à des consommations indispensables mais au contraire de réduction, par une hiérarchisation des besoins qui peut s'exercer au niveau individuel comme s'organiser au niveau collectif, de réduction des consommations superflues* ».

À partir de cette définition, on peut envisager la sobriété comme une visée d'ensemble qui nécessite de réorganiser la production et les échanges. Et donc de modifier les modes de vie, en même temps que de combattre les inégalités, à l'aide notamment d'une modification profonde de la fiscalité et des investissements...

Un ensemble d'éléments qui d'une part appellent à s'attaquer aux adversaires du changement (multinationales, MEDEF, certains secteurs de l'État, médias dominants...), d'autre part invite à penser des formes de planification démocratique multiscalaire à partir des territoires. Tout le contraire donc de la sobriété macronienne.

Laure Lavigne Delville et Vincent Gay

¹ NegaWatt, « Qu'est-ce que la sobriété ? », 2016 sur attac.org/L/negawatt

Pour une sobriété collective et partageuse

La gravité de la crise climatique et environnementale fait aujourd'hui consensus, tout comme la nécessité et l'urgence de mesures d'ampleur et d'investissements massifs pour réduire ses effets et s'y adapter. Les limites physiques ont été trop longtemps ignorées : les ressources qui s'épuisent et les pollutions qui menacent la biodiversité et la survie de l'humanité imposent des remises en cause radicales de notre relation à l'environnement et de la primauté de la croissance économique.

Dans un monde où la rareté devient la règle, deux voies se présentent à nous : répartir équitablement les ressources de manière à sauvegarder les usages essentiels, ou laisser un petit nombre les accaparer comme c'est le cas aujourd'hui. Les chiffres sont édifiants : les 10 % les plus riches consomment 20 fois plus d'énergie que les 10 % les plus pauvres, les 1 % les plus riches émettent plus de CO₂ que les 50 % les plus pauvres à l'échelle mondiale¹.

De plus en plus d'acteurs et d'actrices du monde associatif, académique, politique, économique appellent à une révolution copernicienne de l'organisation de notre société : les indicateurs financiers, comme le PIB, doivent laisser la préséance aux indicateurs environnementaux et sociaux, comme le bilan carbone, la consommation de ressources, la répartition des richesses. L'urgence d'un tel changement se fait plus pressant d'année en année.

La question de l'acceptation par la population d'une telle rupture et des mesures qu'elle suppose est souvent brandie pour justifier l'inaction. Or le Covid et le confinement ont contribué à faire évoluer nos attentes : ralentir, travailler moins, réfléchir au sens du travail deviennent des exigences de plus en plus prégnantes. Et un mouvement indéniable est enclenché, en particulier dans la jeunesse, qui fait de la question environnementale une priorité absolue, au cœur de son choix de vie.

Il ne s'agit pas de minimiser les réticences, notamment d'une partie de la population prise dans « l'urgence de la fin du mois ». Mais l'exemple de la Convention Citoyenne pour le Climat, parmi d'autres, démontre que si l'on prend le temps du débat et de l'information, les citoyen·nes sont prêt·es pour les nécessaires mesures de rupture.

La sobriété, un enjeu collectif

Deux leviers sont communément distingués pour baisser la consommation énergétique : l'efficacité, qui consiste à recourir à des améliorations technolo-

giques sans impact sur les usages (ex : des frigos plus performants) ; et la sobriété, qui regroupe des solutions d'ordre comportemental ou organisationnel (ex : baisser la température de chauffage).

Après avoir longtemps été caricaturé comme synonyme de régression, le concept de sobriété s'impose désormais dans le vocabulaire de ses plus farouches opposants d'hier. Il s'agit cependant le plus souvent d'un pur affichage visant à faire porter les efforts sur les plus pauvres en préservant les intérêts économiques des plus riches.

La sobriété doit être entendue dans une définition large : la préservation d'une planète habitable implique non seulement de réduire notre consommation d'énergie mais aussi celle de toutes les ressources – eau, métaux, biomasse, etc. L'impact délétère de nos modes de vie sur l'environnement ne se limite pas, en effet, au réchauffement climatique (pollution de l'air, de l'eau, des sols...).

Prise dans cette acception, la sobriété ne se résume pas à la « chasse au gaspi » et à l'injonction aux efforts individuels. Comme le relève une étude du cabinet Carbone 4, adopter un comportement « héroïque » ne suffirait pas : même si nous réalisions toutes et tous les « petits gestes du quotidien » et les « changements de comportement plus ambitieux » (manger végétarien, ne plus prendre l'avion, faire systématiquement du covoiturage...), cela ne permettrait de réaliser que 25 % de l'effort nécessaire à l'atteinte de l'objectif de 2°C de l'Accord de Paris.

L'atteinte de ces objectifs multiples et complexes, tout comme l'adaptation aux conséquences déjà inéluctables de nos surconsommations, est avant tout un enjeu collectif qui impose de mobiliser tous les leviers : comportementaux, organisationnels et technologiques. Dans de nombreux secteurs, des leviers efficaces d'économies sont déjà à notre portée. Citons par exemple l'isolation des logements, la limitation de la vitesse sur routes et autoroutes, la diminution du poids des voitures, le développement des transports collectifs et du fret ferroviaire, le développement de l'alimentation végétale, bio et locale, notamment dans la restauration collective.

La complexification à outrance du système économique et industriel dans lequel nous vivons montre d'ailleurs ses limites en termes de démocratie, de résilience, de réparabilité. Il faut réserver la complexité aux secteurs où elle est essentielle et ne pas négliger les pans de la recherche visant à améliorer nos modes d'organisation, optimiser les procédés existants et leur utilisation. Il s'agit de s'appuyer en priorité sur des technologies éprouvées et dont l'impact environnemental est faible, dans une démarche « low tech ».

Une nécessité : préserver l'essentiel en organisant le partage

Aujourd'hui, les leviers les plus accessibles d'économies sont rendus impossibles à mettre en œuvre par la doctrine libérale qui érige la concurrence en objectif supérieur, entravant la planification ainsi que le recours aux investissements publics et à une réglementation efficace. Cette doctrine est par nature inadaptée à une économie fortement contrainte par les ressources car elle s'appuie sur une croissance infinie.

Elle conduit finalement à une sobriété imposée... aux plus pauvres, à l'image de ce que l'on vit aujourd'hui même dans des pays riches comme la France. Ainsi l'explosion des prix de l'énergie et des matières premières conduit 27 % des ménages à ne pas manger à leur faim, 20 % des ménages à souffrir du froid.

La rareté des ressources impose au contraire d'organiser le partage en partant des besoins et en sécurisant les biens et services essentiels (alimentation, énergie, logement, santé, éducation, etc.), notamment par le développement des services publics. Cette forme de sobriété, que certains décrivent comme une économie du rationnement, peut être désirable si elle est organisée collectivement (à la différence du rationnement actuel par les prix). Elle conduira les plus pauvres à vivre mieux et améliorera notre environnement. Mais elle implique nécessairement l'acceptation par les plus riches de la diminution de leurs consommations.

Malheureusement, le gouvernement prend la trajectoire opposée : les services publics sont insuffisamment financés et privatisés les uns après les autres, pénalisant l'accès aux biens essentiels et empêchant la réorganisation de l'économie pour répondre aux défis climatiques. Le dogme du «travailler plus – et donc produire plus – pour gagner plus» perdure. À l'exemple de la réforme annoncée des retraites et de celle de l'assurance-chômage, toujours au détriment des plus fragiles. La croissance et le PIB demeurent la boussole ultime.

Ne nous y trompons pas : les plus puissants ne se verront pas imposer des efforts et une remise en cause de leur mode de vie sans un rapport de force. Cela impliquera aussi de remettre en cause les traités européens qui érigent la concurrence et le marché unique en objectif supérieur.

Une contribution de Sud Énergie

1 «World Inequality Report», World Inequality Lab, 2022 : attac.org/l/wir

2 «Faire sa part», étude Carbone 4, 2019 : attac.org/l/carbone

3 Chiffres IPSOS (baromètre de la pauvreté 2021)

et Observatoire de la précarité énergétique (chiffres clés 2022)

Une sobriété aérienne ?

La contribution cumulée de l'aviation au réchauffement climatique est aujourd'hui proche de 6 % par an et cette part augmente avec la croissance du transport aérien. En France, le transport représente environ 5 % de la consommation énergétique finale.

Réduire le nombre de vols est une piste de premier choix pour contribuer à l'effort nécessaire de sobriété énergétique. Le transport aérien est inégalitaire et en partie dispensable. La majorité des déplacements en avion ne répondent pas à des besoins essentiels (50 % pour les loisirs, en augmentation constante). Ce sont par ailleurs les plus riches qui prennent le plus l'avion, et le plus souvent.

L'efficacité énergétique ne suffit pas à réduire l'empreinte carbone de l'aérien car le trafic croît plus vite que l'efficacité. Les carburants alternatifs ne sont pas prêts. Et le pétrole conventionnel pourrait s'avérer plus rare, avec l'embargo sur le pétrole russe décidé par l'Union européenne, dont la France, à partir de décembre 2022.

Seule la sobriété peut répondre à l'urgence énergétique et climatique. Augustin de Romanet, président d'Aéroports De Paris, reconnaît que, tant que le secteur aérien n'aura pas achevé sa transition, «il faudra inviter les gens à être plus raisonnables dans le voyage aérien.» Mais la sobriété ne peut reposer sur le seul volontarisme. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour réduire la demande, encadrer l'offre et proposer des alternatives.

La première mesure à prendre est de supprimer les exonérations de taxes dont bénéficie le secteur : taxation faible ou nulle sur le carburant des vols commerciaux et de l'aviation d'affaires, TVA nulle sur les billets internationaux et DOM-TOM et de 10 % sur les vols intérieurs. Il faut interdire la publicité et les prix bas (inférieurs à ce que coûte le carburant) et supprimer les programmes grand voyageur. Enfin, il serait nécessaire d'instituer une taxe individuelle progressive dont le taux augmenterait en fonction de la fréquence des voyages.

Il est indispensable de stopper les agrandissements d'aéroports, et de limiter le nombre de vols et d'interdire les vols de nuit pour encadrer l'offre de transport aérien. Les alternatives au transport aérien existent. Les trains de nuit ont d'ores et déjà le potentiel pour transporter 100 millions de passagers par an dans plus de 350 lignes en Europe. La moitié des déplacements aériens en Europe sont réalisables en train de nuit. Il convient de repenser son rapport au voyage et de réinventer de nouvelles formes de voyage... sans l'avion.

Laurence Boubet



« Désserter le capitalisme sans attendre le politique »

Entretien avec Timothée Parrique, chercheur en économie écologique à l'Université de Lund en Suède, et auteur de *L'économie de la décroissance* (Le Seuil, 2022).

Sobriété, décroissance, comment définiriez-vous ces termes ?

Historiquement, le concept de *sobriété* a souvent été associé à une posture individuelle, à l'instar de la *sobriété heureuse* de Pierre Rabhi. On retrouve cette idée de « vivre mieux avec moins » derrière des concepts comme la simplicité volontaire, le minimalisme, la frugalité, et l'hédonisme alternatif. C'est aussi la philosophie du mouvement *tang ping* en Chine, avec des jeunes qui depuis 2021 « s'allongent » par terre pour manifester contre le surmenage et la surconsommation.

La *décroissance* va dans le même sens, mais dans une articulation plus sociétale. Dans *Ralentir ou périr*, je la définis comme une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique, planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être. Derrière ce phénomène de décroissance se cache un nouveau projet de société : *la post-croissance*. Afin de pouvoir vivre mieux avec moins et prospérer sans croissance, il va falloir complètement repenser le fonctionnement de notre économie. Impossible de faire preuve de minimalisme dans une économie infestée de publicités qui incitent à acheter toujours plus, et impossible de travailler moins avec des salaires qui permettent à peine de vivre.

Quel est le rôle des médias dominants dans l'entretien d'un mythe de la croissance ?

Cela fait maintenant des décennies que la plupart des économistes que l'on entend dans les médias (dominants) chantent les louanges de la croissance économique, tout en négligeant les coûts sociaux de cette croissance et l'impact désastreux du mode de vie des

pays riches sur les écosystèmes. On nous a habitué à un « *catéchisme d'idées fausses sur la croissance* » (l'expression est de Herman Daly) : une croissance idolâtrée qui éradiquerait la pauvreté, réduirait les inégalités, créerait des emplois de qualité, financerait les services publics, prendrait soin de la nature, etc.

Notre imaginaire collectif associe à tort l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) et la prospérité. Mais le PIB n'est pas un indicateur de bien-être ! Il faut donc commencer par démystifier cette idéologie croissante, comme le font très bien Dominique Méda, Éloi Laurent, et Serge Latouche. Il faut aussi ouvrir le champ de cette discussion qui reste pour l'instant dominé par des experts. L'économie n'est pas une question technique mais politique, surtout si son objectif est le bien-être, une notion impossible à définir sur le papier. Les médias locaux, les réseaux sociaux, et l'éducation populaire ont un rôle primordial à jouer pour que ce grand débat se fasse de manière informée et avec le plus de monde possible dans un esprit de démocratie participative.

« Désserter le capitalisme sans attendre le politique », telle est votre conclusion. Comment procéder ?

La sphère politique ne se résume pas au gouvernement, et heureusement car les gouvernements traînent souvent les pieds. La France est en retard sur ses promesses climatiques, elles-mêmes grandement insuffisantes face à l'ampleur de la crise écologique. Les étudiant-es appellent à « désserter » un capitalisme vide de sens ; les scientifiques se gluent sur des voitures et salissent des tableaux pour attirer l'attention sur le fait que notre obsession pour l'argent (le PIB, les profits, les revenus) nous conduit tout droit vers l'abysse.

Les entreprises pétrolières étaient les premières à être au courant du changement climatique, et elles n'ont rien fait. De nombreux gouvernements continuent d'ouvrir de nouveaux puits même si nous savons que, pour respecter l'accord de Paris, 60% des réserves de pétrole devraient rester sous terre. Les COP sont devenues des véritables festivals de bla-bla-bla ; nous en sommes à la 27^e et la situation est bien pire qu'à la première. Nous devons admettre que la stratégie du « capitalisme vert » n'a pas fonctionné.

Abandonnons ces hypothèses irréalistes de technologies d'émission négatives, et allouons nos ressources (et nos espoirs) à nos coopératives, nos écovillages et nos villes en transition, nos monnaies locales, nos territoires zéro chômeurs de longue durée, etc. Il va nous falloir remuscler notre démocratie locale : budgets participatifs, convention citoyennes, tables de quartiers, et beaucoup d'autres outils à inventer pour se donner les moyens d'amorcer une grande transformation de l'économie.

Propos recueillis par Jacqueline Balvet



Sobriété et justice sociale

Comment envisager des politiques de sobriété qui soient des vecteurs de justice sociale? Éléments de réponse avec Luc Semal, auteur de *Face à l'effondrement* (PUF, 2019) et Mathilde Szuba, coordinatrice de *Gouverner la décroissance* (Presses de Sciences Po, 2017).

Comment rendre acceptables des lois ou des règles encourageant la sobriété ?

Il n'y a pas de recette magique, mais il a déjà existé des situations historiques qui peuvent nous éclairer : la Commune de Paris, les deux Guerres mondiales, les réactions contrastées des pays européens au choc pétrolier de 1973... Chaque cas est particulier, mais il apparaît assez clairement qu'il est possible d'organiser une sobriété collective délibérée et assez largement acceptée.

Par exemple, au Royaume-Uni, pendant la Seconde guerre mondiale, le rationnement a été un instrument très efficace d'organisation de la sobriété collective dont le bien-fondé n'était pas remis en cause. Trois raisons à cela : cet effort collectif était perçu comme justifié : il y avait une conscience claire de la réalité d'une pénurie et de l'importance de contribuer à l'effort de guerre. Il était perçu comme juste, c'est-à-dire qu'il y avait le sentiment que les privilèges des plus riches étaient en partie suspendus pendant cette période de crise exceptionnelle. Et la population faisait plutôt confiance aux autorités pour organiser la répartition de la meilleure ou de la moins mauvaise façon.

Si on compare à notre situation présente, on peut dire qu'aujourd'hui la menace climatique et énergétique commence à être prise au sérieux, mais que les réponses apportées sont souvent perçues comme injustes et que la confiance dans les autorités publiques est fortement érodée.

En quoi la sobriété peut-elle être un outil de justice sociale ?

Parce qu'elle pose de manière centrale la question du partage des ressources et du partage des contraintes. On peut reprendre l'exemple du rationnement au Royaume-

Uni pendant la Seconde guerre mondiale. Si on avait laissé faire le marché, les prix de l'alimentation et de l'énergie se seraient envolés : les plus riches auraient pu payer, et les plus pauvres auraient dû se serrer la ceinture.

Le choix de recourir au rationnement a explicitement été justifié par le souci de répartir équitablement la contrainte – pas seulement par goût de la justice sociale, mais aussi parce qu'il était essentiel de conserver le soutien des classes populaires dans l'effort de guerre. Si les parts attribuées à chacun sont égales, le rationnement permet deux choses : limiter la surconsommation des plus riches et, *grâce à ça*, garantir aux plus pauvres l'accès à leur juste part d'alimentation, d'énergie, etc. Les deux vont ensemble.

Aujourd'hui, on vise 10% de réduction des consommations d'énergie d'ici 2024, et parfois on dit que bien sûr cela ne concerne pas les plus pauvres. Très bien, mais alors le corollaire logique serait que les plus riches réduisent leur consommation de bien plus de 10%! D'où la question de l'interdiction des jets privés, par exemple...

Comment la sobriété pourrait-elle s'appliquer aux entreprises ?

Ce qu'il est toujours important de rappeler, c'est que l'objectif n'est pas seulement de réduire les consommations d'énergie de 10% d'ici 2024 : il est ensuite, au-delà de 2024, de continuer à les réduire drastiquement et à un rythme soutenu. Malheureusement cela ne se fera pas juste par quelques petits gestes.

Le problème est que certaines entreprises produisent des biens essentiels, quand d'autres produisent des biens moins essentiels, voire superflus, voire tout à fait incompatibles avec les enjeux énergétiques et climatiques. Donc il n'y a pas de réponse unique. Dans certains cas il faudrait des plans de sobriété ambitieux, mais dans d'autres cas il faudrait plutôt des plans de décroissance. Un plan de décroissance du secteur aéronautique, par exemple, ouvrirait un chantier immense en termes de reconversion, car il ne faudrait pas que les employés de ce secteur restent sur le carreau.

Propos recueillis par Gilles Sabatier

Luc Semal est Maître de conférences en science politique, auteur notamment de *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes* (PUF, 2019), et a co-dirigé avec Bruno Villalba l'ouvrage collectif *Sobriété énergétique. Contraintes matérielles, équité sociale et perspectives institutionnelles* (Quae, 2018).

Mathilde Szuba est Maître de conférences en science politique, elle a coordonné avec Agnès Sinaï l'ouvrage *Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène III*, Presses de Sciences Po, 2017.

Réduire la pression de l'extractivisme sur les ressources naturelles

Dans son nouveau scénario énergétique en 2022, l'association négaWatt prend désormais en compte la consommation de matériaux issus de l'extractivisme pour réduire la pression sur les ressources naturelles. NégaMat, l'outil de modélisation utilisé dans ce scénario, permet une telle évaluation en partant de l'aval des productions, c'est-à-dire les biens de consommation et d'équipement, pour remonter jusqu'aux matières premières brutes.

Basé sur un principe d'équité dans l'accès aux matières premières, il s'agit d'examiner toute la chaîne de valeur afin d'analyser l'empreinte matières et de déterminer jusqu'où pousser les efforts pour limiter cette empreinte. Les biens de consommation et d'équipement de 128 secteurs sont ainsi scrutés à partir de questions telles que : a-t-on besoin de tant de produits ? Peut-on faire de la sobriété sur ces produits, qu'elle soit dimensionnelle, d'usage ou de mutualisation ? Les réutiliser ? Les réparer ? Les recycler ?

En amont de la chaîne de valeur, les limitations de l'extraction de matériaux bruts résultent d'un droit d'extraction mondial reposant uniquement sur la réserve prouvée (sans pari sur des réserves futures, ce qui limite l'extraction minière) et qui est proportionnel à la démographie de chaque pays.

NégaMat explore les solutions permettant de ne pas aller au-delà du quota de 1% de la réserve « prouvée », une position contraignante qui implique un effort important de sobriété et de recyclage, mais la seule possible si l'on veut préserver les écosystèmes. Ce scénario permet de définir les trajectoires de 15 métaux et minerais extraits d'ici 2050 puis 2070 et de comparer cette évolution avec des seuils éthiquement et écologiquement justes. Ces trajectoires sont-elles soutenables ? NégaMat permet de pointer les secteurs où les empreintes matières atteignent des seuils critiques.

L'ensemble des données traitées dans négaMat permet de montrer que le scénario négaWatt 2022 conduit à une baisse de la consommation de presque tous les matériaux primaires, d'au moins 20% d'ici 2050. Mais l'exploitation du cuivre, du cobalt et du lithium atteint un niveau dangereux : le cuivre nécessitera une forte substitution vers l'aluminium, le lithium et le cobalt exigeront une très importante réduction impliquant une forte sobriété dans leurs usages.

Florence Lauzier

Pour aller plus loin

À lire :

Réappropriation. Jalons pour sortir de l'impasse industrielle

Bertrand Louart, éd. La Lenteur, 2022
Membre de la coopérative Longo Maï de Limans, l'auteur fait une analyse historique précise de notre dépendance à la marchandise. Pour s'en échapper, il serait indispensable de se réapproprier les terres, les machines, de s'organiser et de lutter pour retrouver l'autonomie.

L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable

Philippe Bihouix, Le Seuil, 2014
L'auteur dénonce la course en avant des innovations et propose d'en prendre le contre-pied en se tournant vers des technologies rudimentaires (*low tech*).

Rapports :

« Reprendre la main pour financer la bifurcation sociale et écologique », note d'Attac, 2022 : attac.org/l/bifurcation

« Qu'est-ce que la sobriété ? », NegaWatt, 2016 : attac.org/l/negawatt

« Transition(s) 2050 », rapport de l'ADEME, 2022 : attac.org/l/ademe

« Futurs énergétiques 2050 » rapport de RTE, 2022 : attac.org/l/2050

« Faire sa part », étude Carbone 4, 2019 : attac.org/l/carbone

« Le rôle des infrastructures dans la transition », étude Carbone 4, 2021 : attac.org/l/carbone4

« France 2030 », plan du gouvernement, 2021 : attac.org/l/2030

À voir :

Les Nouveaux modernes (2016)

Violeta Ramírez mène une enquête à partir des expériences d'une dizaine d'intervenantes, qui face au consumérisme galopant, cherchent à inventer de nouvelles manières de vivre.

secrétariat de rédaction
Éric Le Gall, Frédéric Lemaire

coordination de ce dossier
Vincent Gay
conception
Stéphane Dupont
impression
sur papier recyclé
Stipa Montreuil